

Certificat de spécialisation Droit et économie de l'énergie

Spécialisez-vous dans un secteur porteur !

Intitulé officiel : Certificat de spécialisation Droit et économie de l'énergie

Présentation

Publics / conditions d'accès

Ce certificat de spécialité s'adresse aux auditeurs, juristes ou avocats qui :

- travaillent dans le droit de l'énergie et veulent approfondir leurs compétences,
- veulent mieux dialoguer avec leur environnement professionnel, notamment avec ingénieurs, techniciens, négociants, chefs d'entreprise, développeurs de projets,
- ou souhaitent assurer leur reconversion ou leur développement professionnel dans ce secteur économique dynamique.

Prérequis et/ou conditions d'accès

Les candidats doivent posséder une bonne maîtrise du droit public et du droit des obligations et être titulaires d'un niveau de première année de Master.

Une expérience professionnelle dans le domaine de la formation est fortement recommandée

Objectifs

Acquérir les bases de l'histoire, de la géopolitique, de l'économie et des spécificités technico-économiques du secteur de l'énergie

Développer une approche intégrée des questions juridiques et technico-économiques

Initier les auditeurs aux notions fondamentales de l'économie et du droit de l'énergie dans le contexte de la libéralisation du secteur, de la lutte contre le changement climatique et de ruptures aussi bien technologiques que géopolitiques

Améliorer les compétences des auditeurs dans le maniement des concepts propres au droit de l'énergie

Accroître les connaissances techniques et économiques.

Modalités de validation

Validation de chacune des unités d'enseignement intégrant le certificat avec une note égale ou supérieure à 10.

Compétences

Identifier et pondérer les risques juridiques dans un environnement normatif en perpétuelle évolution ;

Accompagner et conseiller les dirigeants et décideurs de tous niveaux dans les projets de développement de l'entreprise ou de transformation de l'organisme ;

Coordonner les projets en tant qu'ils impliquent des changements d'ordre juridique

Mis à jour le 06-11-2023



Code : CS13300A

11 crédits

Certificat de spécialisation

Responsabilité nationale :

EPN14 - Droit et immobilier /
Philippe REIGNÉ

Niveau CEC d'entrée requis :

Sans niveau spécifique

Niveau CEC de sortie : Sans

niveau spécifique

Mode d'accès à la certification

:

- Formation continue

NSF : Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc (128g)

Métiers (ROME) : Juriste en droit de l'environnement (K1903) , Juriste droit public (K1903)

Contact national :

EPN14 - Droit

2 rue Conté

75003 Paris

Yasmina NABBACH

par_cnam.droit@lecnam.net

Enseignements

11 ECTS

Introduction au droit et à l'économie de l'énergie

DRN201

4 ECTS

Les systèmes électrique et gazier

DRN202

4 ECTS

Economie des réseaux électriques

EEP137

3 ECTS